
RETOUR À MARX

SUR FOND DE CRISE

*Rick
Wolff **

Au cours du siècle précédant les années 1970, les victimes de crises récurrentes du capitalisme et un nombre croissant de ses critiques se sont de plus en plus tournés vers les œuvres de Marx et d'autres marxistes. La tradition marxiste d'analyse sociale s'est ainsi répandue largement et profondément à travers le monde. En interaction avec de nombreux contextes culturels, politiques et historiques, la tradition marxiste a suscité de multiples interprétations ou versions de sa théorie sociale, différentes et parfois vivement contestées. Le marxisme est devenu la plus riche accumulation disponible d'analyses critiques du capitalisme et aussi de polémiques avec les théories soutenant le capitalisme. Le marxisme a rassemblé des enseignements théoriques et pratiques inspirés des succès et des échecs des mouvements politiques plus ou moins inspirés par lui. Aujourd'hui, la tradition marxiste est une ressource inestimable pour les théoriciens et les militants luttant pour un changement social allant au-delà du capitalisme.

MARXISME ET MARXISTES DES ORIGINES À NOS JOURS

Les défenseurs du capitalisme ont surtout cherché à réprimer, ignorer ou marginaliser le marxisme et les marxistes. Bien que souvent couronnés de succès, leurs efforts, avant 1975, ne pouvaient que ralentir et réprimer les progrès du marxisme. Inégalement mais sans relâche, la tradition a grandi. Limité d'abord à une poignée de théoriciens et de militants, le marxisme a proliféré jusqu'à s'affirmer dans des syndicats marxistes, des partis politiques marxistes, des journaux marxistes, des instituts de recherche marxistes, des pouvoirs marxistes au niveau local, régional et national, et dans des Internationales. Le marxisme a

* Professeur émérite de l'université du Massachusetts, visiting professor, graduate program in international affairs, New School University, New York. City. Voir aussi <http://www.rdwolff.com>

également suscité des différences internes, des débats et des conflits, en général pacifiques, mais parfois violents, entre ses tendances constitutives.

Toutefois, les années 1970 ont modifié les conditions et les perspectives sociales pour le marxisme. Le capitalisme avait récupéré d'une bonne partie des dommages causés à son soutien et à sa réputation causés par la Grande Dépression des années 1930. La reconstruction de l'après Seconde Guerre mondiale, le temps, et l'espoir ont contribué à affaiblir le souvenir de cette dépression. Les conditions économiques, politiques et culturelles ont mûri suffisamment dans les années 1970 pour permettre une contre-attaque majeure et soutenue contre les réformes, les régulations, et autres interventions de l'État imposées aux capitalistes lors de la Dépression. L'approfondissement des contradictions internes dans les « pays du socialisme réellement existant », qui officiellement se réclamaient de Marx et du marxisme, a facilité les campagnes mondiales menées contre eux par les grandes nations capitalistes. Des campagnes programmées ciblaient ces pays, mais aussi Marx, le marxisme et le communisme, présentés partout comme synonymes et aboutissement dangereux des interventions social démocratiques de l'État.

Ce capitalisme résurgent a célébré sa force renouvelée et les faiblesses de ses ennemis. Aux États-Unis, le New Deal, déjà affaibli de 1945 à 1970, fut ensuite systématiquement miné. L'influence sociale des syndicats a été considérablement réduite. Les conditions du marché du travail ont changé, ce qui a permis de mettre un terme durable au record depuis 100 ans de la hausse des salaires réels de l'avant 1970. L'élection de Reagan a scellé ce changement. L'économie, la politique, et la culture ont évolué vers la droite de façon marquée dans les sphères anglo-saxonnes, et au-delà. Le néo libéralisme mis de l'avant a entraîné une nouvelle ère de privatisation, ainsi que la déréglementation des marchés, la glorification de l'enrichissement rapide, un individualisme omniprésent, soupçonneux et hostile à l'égard des valeurs et des efforts collectifs.

Dans les années 1970, un nouveau monde de possibilités d'investissement s'est ouvert pour les multinationales capitalistes. Les changements technologiques dans les contrôles internes des entreprises (ordinateurs), dans le domaine des transports (l'aviation à réaction) et des communications (Internet) ont permis de grandement améliorer la coordination globale au sein et entre les sociétés capitalistes. La production, l'installation, l'entretien et l'amélioration de ces changements technologiques sont devenus aussi des possibilités d'investissement extrêmement rentables. L'ouverture globale à de vastes nouvelles sources de main-d'œuvre relativement bon marché (en particulier dans, ou immigrant à partir des « deuxième » ou « troisième » monde) a joué un rôle extrêmement important. *Les changements technologiques ont fait grimper la productivité du travail, tandis que la hausse des salaires réels a été stoppée.* Chaque fois que la productivité augmente alors que les salaires réels stagnent, il en résulte une explosion du surplus capitaliste ¹. Les 30 ans précédant 2008 ont vu l'une des plus grandes explosions de profits de l'histoire capitaliste.

1. Différence entre le produit total et la portion du produit utilisée par les producteurs.

Les admirateurs du capitalisme l'ont célébré, tandis que le monde du travail, le socialisme et le marxisme s'affaiblissaient et reculaient, de façon inégale, mais presque partout. Les apologistes du capitalisme affirmaient avec force une fois de plus que le capitalisme avait « surmonté ses tendances à la crise. » Ainsi, Alan Greenspan, ancien président de la Réserve fédérale US, a dit vers la fin des années 1990 : « nous vivons maintenant dans une nouvelle économie ». Après l'implosion officielle de l'URSS, les ennemis du marxisme ont changé leur façon de marginaliser, voire d'éliminer la tradition marxiste. Avant, ils l'avaient dépeinte comme une théorie erronée, menant à une pratique sournoisement dangereuse et aussi perdante. Par contre, au cours des 30 dernières années, ils l'ont plutôt traitée comme une relique historique en voie de disparition qu'aucune personne moderne n'avait à respecter et encore moins à étudier. Le capitalisme, répétaient-ils, avait gagné le combat contre le socialisme et en ressortait comme le système pour lequel « il n'y a pas d'alternative » avec comme champion la super-puissance des États-Unis.

Des justifications ont été en conséquence développées pour continuer à exclure les analyses marxistes des médias de masse et à exclure les marxistes des postes politiques ou universitaires. On n'avait pas besoin d'eux, l'histoire les avait rendu anachroniques. Le monde avait évolué. Beaucoup de marxistes ont eu de la difficulté à conserver leurs convictions dans un environnement tellement changé ; ils ont donc modifié leurs positions ou complètement abandonné le marxisme.

Une fois que la « nouvelle économie » de Greenspan s'est effondrée en 2008 et s'est révélée être le même vieux capitalisme affligé de ses crises, Marx et le marxisme ont été redécouverts. Les gens se tournent maintenant vers la tradition marxienne pour pouvoir comprendre les causes de la crise et trouver des solutions. Ils sont vite confrontés au débat à propos de la crise dans la tradition marxienne portant sur les avantages comparés des réformes et de la révolution : comment l'économie et la société capitalistes devraient changer pour sortir de la crise ? Dans la forme classique de ce débat, certains marxistes – les réformateurs – proposent diverses sortes de « transition vers le socialisme », tandis que d'autres, les révolutionnaires, attaquent ces socialismes au nom du « communisme ». D'autres marxistes encore critiquent à la fois le socialisme et le communisme tels que théorisés et mis en application au cours du siècle dernier. Il se trouve que les impulsions anti-capitalistes partagées par presque tous les marxistes inspirent des théories et arguments multiples, différents et parfois incompatibles. Bien que cela génère une riche tradition d'analyse sociale critique, cela oblige aussi tous les théoriciens de la tradition marxiste à identifier et préciser quelle branche de la théorie marxiste constitue le cadre théorique de leurs analyses.

La théorie économique marxienne, telle que nous la présentons ici, est développée de manière plus approfondie par ailleurs ². Nous allons l'utiliser pour expliquer les causes de

2. Stephen Resnick et Richard Wolff, *Knowledge and Class: A Marxian critique of Political Economy*, University of Chicago Press, 1987, chapitre 3 ; Stephen Resnick and Richard Wolff, *New Departures in Marxian Theory*, Routledge publishers, Londres, New York, 2006.

la crise actuelle et pour proposer une solution nouvelle. Nos explications et notre solution diffèrent radicalement des approches néoclassiques et keynésiennes.

KEYNÉSIANISME ET NÉOCLASSICISME

Les économies capitalistes montrent partout un schéma récurrent d'oscillations. Des périodes d'interventions relativement limitées de régulation, par l'État entre autres, sur les marchés et la propriété privée, permettent d'affronter et de gérer les crises, jusqu'à ce qu'on parvienne à une crise qu'on n'arrive plus à gérer. Il se produit alors une transition vers une période comprenant plus d'interventions de l'État dans l'économie. Cette nouvelle période permet elle aussi d'affronter et de gérer les crises jusqu'à ce qu'elle soit confrontée à son tour à une crise qu'elle ne peut pas gérer. Une nouvelle transition nous ramène en arrière à une période comprenant moins d'intervention de l'État dans l'économie. Ce qui, à mon sens, reste semblable pendant les deux périodes, c'est la structure de production capitaliste. Dans cette structure spécifique de production, un petit groupe de personnes – généralement un conseil d'administration d'une entreprise – s'approprie le surplus produit par un grand groupe diversifié de travailleurs et de travailleuses salariés.

Nous allons utiliser les termes « privé » et « État » pour différencier ces deux périodes ou formes d'économie capitaliste qui se succèdent. Ainsi, par exemple, la crise de 1929 du capitalisme privé aux États-Unis a marqué le début d'un capitalisme d'État, le « New Deal » de Roosevelt. Puis, dans les années 1970, le capitalisme d'État a subi une crise assez grave pour provoquer une transition de retour au capitalisme privé. Lorsque celui-ci a connu un effondrement en 2008, cette crise a produit une nouvelle oscillation vers un capitalisme d'État. Des oscillations comparables caractérisent tous les capitalismes.

Dans les courants de pensée dominants (c'est-à-dire non marxistes) deux théories opposées ont aussi expliqué les crises à répétition du capitalisme au cours du siècle dernier. Pour chaque crise, ces théories proposent différentes solutions. La crise actuelle ne fait pas exception. L'hégémonie idéologique a oscillé entre ces deux théories non marxistes, tout comme le capitalisme a oscillé entre ses deux formes « privée » et « d'État ».

La première de ces deux théories – appelée, du nom d'un de ses fondateurs, « l'économie keynésienne » – affirme que les marchés privés non régulés ont des limites et des imperfections qui poussent périodiquement les économies capitalistes vers des inflations, des récessions, voire des dépressions. Sans intervention de l'extérieur, le capitalisme privé risque de rester en période de dépression ou d'inflation assez longtemps pour que cela constitue une menace pour le capitalisme lui-même. Le keynésianisme identifie les principaux mécanismes qui produisent les crises du capitalisme privé et recommande diverses interventions de l'État (régulations, politiques monétaires et fiscales) pour prévenir les crises du capitalisme privé ou en sortir.

La seconde de ces théories est associée à Adam Smith, le classique « fondateur de l'économie moderne » qui a glorifié le capitalisme privé (marchés libres et propriété privée) comme étant le système économique qui a généré le plus de richesse. Dans sa

forme évoluée, l'économie « néoclassique » montre comment et pourquoi le capitalisme privé obtient les rendements économiques optimaux. Pour les économistes néoclassiques, quand on n'obtient pas un résultat optimal, la meilleure solution est de laisser le capitalisme privé se guérir lui-même au moyen des mécanismes internes de la propriété privée et du libre marché. Ils dénoncent les interventions de l'État d'inspiration keynésienne comme produisant inévitablement des erreurs de régulation, des manipulations politiques des marchés et de l'inefficacité avec comme résultat l'inflation, la stagnation, et la stagflation. Les agents de l'État ne peuvent pas remplacer, et encore moins améliorer, le mécanisme non régulé (« libre ») du marché. Les économistes néoclassiques soutiennent que les marchés libres satisfont un nombre infini d'offres et de demandes et communiquent une infinité d'informations plus efficacement qu'aucun État ne peut le faire.

Dans le cadre de la crise capitaliste mondiale d'aujourd'hui, les interventions keynésiennes de l'État sont tout à coup en hausse aux États-Unis après avoir hiberné pendant plus de trente ans. Depuis les années 1970, dans le cadre des campagnes mondiales en faveur du néolibéralisme, les économistes néoclassiques avaient en grande partie annulé et supprimé les interventions keynésiennes. Ils avaient renversé la domination des keynésiens et de la macroéconomie keynésienne qui avait émergé de la Grande Dépression des années 1930. Les économistes néoclassiques ont toujours attaqué le keynésianisme associé au New Deal de Franklin D. Roosevelt, l'accusant de déformer gravement et de ralentir la croissance économique et de promouvoir les conflits sociaux (parfois appelés « guerre des classes »). Ils ont cherché à rétablir l'utopie néoclassique : les marchés privés et concurrentiels poussent vers le haut à la fois les revenus du travail et ceux des capitaux et évitent ainsi les conflits de classe grâce à la croissance.

Après les années 1970, la déréglementation des marchés et la privatisation sont devenus les principes dominants du monde des affaires, de la politique, du journalisme, et des universités. L'économie néoclassique est devenue une fois de plus, comme avant la Grande Dépression, *l'économie moderne*. Elle a banni l'économie keynésienne comme étant une erreur théorique et seule l'économie néoclassique a été jugée « correcte ». Les keynésiens non repentis ont vu leur parcours professionnel bloqué et souvent leur carrière prendre fin. *L'intolérance extrême des divergences manifestée entre eux par les tenants de l'économie néoclassique et ceux de l'économie keynésienne dans les domaines de la théorie, du monde universitaire, et des carrières professionnelles rappelait la façon dont les tenants de ces deux mêmes théories économiques avaient ensemble éliminé l'économie et les économistes marxistes depuis la fin des années 1940.*

Après les années 1970, dans un contexte de gains de productivité rapides générés par le progrès technologique, et de stagnation des salaires réels, la déréglementation des marchés a abouti au début à générer les stimulants, les prix et la croissance que les néoclassiques avaient promis. Avec les années cependant, l'économie a également manifesté un effet de balancier des marchés, des revenus et une croissance des richesses instable. Enfin les graves bulles économiques sur les marchés boursiers, dans l'immobilier et dans la finance, prédites par la critique keynésienne se sont produites. Puis le nouveau millénaire a débuté avec un

krach boursier suivi quelques années plus tard par un effondrement de l'immobilier, une crise de liquidités, et actuellement une profonde récession qui menace de se transformer en une dépression de grande ampleur. Les économistes néoclassiques battent en retraite tandis que les keynésiens sortent de leur exil idéologique.

Le message keynésien reste ce qu'il a toujours été: l'État doit sauver le capitalisme de lui-même. Ce message est redevenu la voie de la sagesse d'aujourd'hui. Face à la crise actuelle, seuls quelques économistes néoclassiques demeurent partisans de ce qui est devenu une sagesse dépassée datant d'hier. Toutefois, si le programme keynésien d'Obama échoue ou si une forme de capitalisme caractérisée par un État interventionniste dure pendant un certain temps, des crises du capitalisme vont se produire à nouveau comme toujours. Ces crises vont ouvrir la voie à une nouvelle oscillation vers une forme de capitalisme privé et un retour à l'hégémonie de la théorie économique néoclassique.

Les deux théories partagent un profond conservatisme vis-à-vis du capitalisme, en dépit de leurs vues radicalement différentes à propos de la nécessité d'une intervention de l'État. L'oscillation d'une théorie à l'autre sert leur conservatisme partagé vis-à-vis du capitalisme. Elles empêchent les crises, *dans le capitalisme*, de devenir des crises *du capitalisme* où le système de production capitaliste lui-même serait mis en question. L'oscillation entre les deux théories cadre et limite les débats publics pendant que les crises capitalistes causent des souffrances sociales graves. La solution à la crise serait-elle plus ou moins de réglementation, des politiques plus ou moins monétaires ou budgétaires, et ainsi de suite. Ces débats très cadrés empêchent le grand public de concevoir, et encore plus envisager la mise en œuvre de la solution alternative marxienne, à savoir sortir du capitalisme sous ses deux formes et effectuer une transition vers un système différent.

MONTÉE DU CONSUMÉRISME DE MASSE

La crise du capitalisme états-unien en 2008 a des racines profondes dans les 125 années précédentes. Des années 1870 aux années 1970, deux tendances clés ont émergé: le salaire réel moyen des travailleurs et des travailleuses a augmenté d'environ 1,3 % par an, tandis que la productivité moyenne des travailleurs a augmenté de près de 2 % par an. Pendant un siècle, les travailleurs et les travailleuses ont joui d'une amélioration de leur niveau de vie liée à une élévation de leur pouvoir d'achat et d'une hausse des salaires réels. De leur côté, les employeurs capitalistes ont bénéficié d'une hausse de *surplus* (parce que la valeur ajoutée à la production par travailleur a augmenté plus rapidement que les salaires par travailleur). L'écart entre les travailleurs et les travailleuses d'une part et les capitalistes d'autre part s'est donc accru, mais cela n'a pas posé de problème politique. En effet, travailleurs et travailleuses se satisfaisaient de la hausse des salaires réels.

Le siècle précédant les années 1970 a constitué une réussite durable pour le capitalisme états-unien. Les surplus capitalistes en constante augmentation ont été distribués de manière efficace de façon à renforcer les conditions de leur croissance. Ces surplus ont financé le changement technique, les impôts permettant le développement des

infrastructures et de l'éducation publique de la force de travail, les fusions et acquisitions pour réaliser des économies d'échelle, etc. Travailleurs et travailleuses se sont concentrés sur leur consommation en hausse grâce aux hausses des salaires. Comme ils en sont venus à s'identifier plus comme consommateurs que comme travailleurs, le consumérisme est devenu une force idéologique, et donc sociale, puissante. Les syndicats ont cherché principalement l'amélioration de la consommation grâce à une meilleure rémunération et non un changement social de base. La « réussite » exceptionnelle du capitalisme états-unien reflétait la croissance continue des salaires réels à un taux inférieur à celui de la productivité réelle, et en dépendait.

Toutefois, ce succès avait son prix, son « autre » côté. Comme les surplus que s'appropriaient les capitalistes ont augmenté plus vite que les salaires, l'écart économique croissant a entraîné une croissance des lacunes politiques et culturelles. Au vingtième siècle, avant les années 1970, les institutions locales plus ou moins réellement démocratiques ont été remplacées par une démocratie *purement formelle* axée sur des élections biaisées par l'argent et les bureaucraties. De même, l'approfondissement des divisions culturelles a éloigné la masse croissante des travailleurs et des travailleuses d'une élite restreinte de capitalistes des sociétés multinationales et de leurs dépendants les mieux payés.

Les dangers de l'approfondissement des divisions sociales ont été évités grâce à la combinaison d'une hausse de la consommation personnelle et d'une culture qui présentait cette hausse de la consommation comme étant le but de la vie, la mesure des succès personnels et de la valeur personnelle, et une indemnité suffisante pour compenser un travail de plus en plus exigeant (l'« autre » côté de la hausse de la productivité). La naissance et la croissance remarquables de la publicité moderne résultent de cette culture et la renforcent. L'acceptation sociale généralisée de la consommation comme norme clé du succès et de l'épanouissement personnels a incité plusieurs chefs religieux, politiciens, écrivains, entre autres, à réagir en dénonçant l'obsession des masses pour les « valeurs » matérielles plutôt que spirituelles. Leurs réactions montrent le grand pouvoir social et la grande influence du consumérisme. Ils n'ont pas réussi à arrêter, encore moins à faire régresser, la montée du consumérisme de masse qui était devenu un élément clé de la « glu sociale » contribuant aux écarts sociaux grandissants entre les travailleurs et les capitalistes.

« L'ÂGE D'OR » DES CAPITALISTES

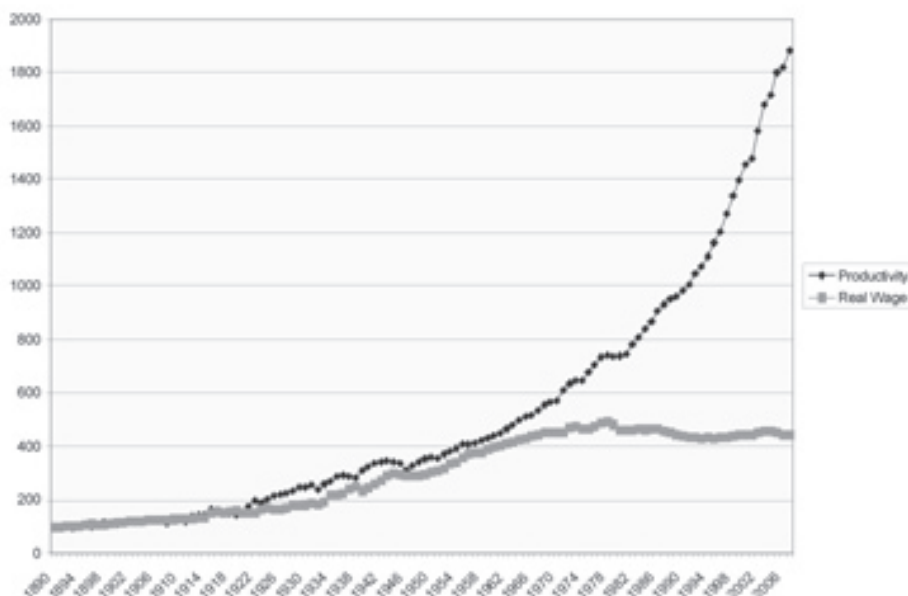
À partir du milieu des années 1970, la formule qui avait permis un succès durable du capitalisme états-unien a cessé de fonctionner. Les salaires réels aux États-Unis ont cessé d'augmenter tandis que la productivité par travailleur a continué à monter (voir le graphique ci-dessous). Les surplus que s'appropriaient les employeurs capitalistes ont bondi, car les travailleurs ne bénéficiaient plus du partage des fruits de leurs gains de productivité. Le fossé social entre les producteurs et ceux qui s'approprient le surplus s'est élargi aussi.

Les patrons capitalistes n'avaient plus à payer des salaires en hausse pour quatre raisons principales. Premièrement, la révolution informatique a commencé à déplacer des millions

de travailleurs états-uniens dans les années 1970. De même, les sociétés états-uniennes ont réagi à la compétition européenne et japonaise en délocalisant la production hors des USA vers des sites de production à faible salaire. Ces développements ont ralenti la demande de travailleurs à l'intérieur des États-Unis. En même temps, le mouvement de masse des femmes hors de leur foyer vers des emplois salariés, et la hausse de l'immigration, ont accru le nombre de demandeurs d'emploi. Ainsi, le marché du travail a changé et les employeurs n'ont plus été forcés d'augmenter les salaires.

Plus important encore, la fin de la hausse des salaires réels a clos une époque et son impact sur les États-Unis ne peut pas être surestimé. Un capitalisme qui se définissait, se glorifiait et se défendait en affichant une consommation en hausse activée par une hausse des salaires ne pouvait plus continuer à le faire. L'impact a été d'autant plus grand qu'aucun débat public sur la signification et les implications du changement n'a eu lieu. Les travailleurs et les travailleuses ont expérimenté le changement comme une affaire personnelle et individuelle, plutôt que comme un changement économique et social historique.

Index de la production et des salaires réels par heure dans l'industrie manufacturière



Index de la production et des salaires réels par heure dans l'industrie manufacturière de 1890 à 2007 (index 1890 = 100). Sources: US Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, US Department of Commerce, Bureau of the Census, *Historical Statistics of the United States*.

L'explosion de la production de plus-value de l'après-1970 a transformé le capitalisme états-unien. Une abondance d'argent s'est déversée dans les comptes des capitalistes et a financé une expansion étonnante des richesses, du pouvoir et de l'influence sociale des entreprises capitalistes. Les conseils d'administration des entreprises ont distribué la majeure partie des énormes surplus en partie à eux-mêmes (rapide hausse des salaires des hauts dirigeants, stock-options, primes), en partie aux cadres subalternes (sous forme de rémunération ou de budgets de fonctionnement), aux banquiers (intérêts et frais), et aux propriétaires d'actions (dividendes), etc. Ces groupes ont prospéré tandis que la grande masse des travailleurs et des travailleuses a trouvé la vie de plus en plus difficile.

La fin de la hausse des salaires réels a confronté les familles de travailleurs à un choix. Elles pouvaient renoncer à la hausse de la consommation, car elles ne disposaient plus d'une hausse des salaires pour se le permettre. Elles ne l'ont pas fait. L'augmentation de la consommation constituait la réalisation des espoirs personnels, le signe de la réussite sociale, une promesse faite aux enfants qui *devait* être honorée. Comme leurs salaires avaient cessé d'augmenter, les travailleurs et les travailleuses ont réagi en trouvant deux autres façons de continuer à accroître leur consommation.

Premièrement, comme le salaire horaire réel était stagnant, les foyers de travailleurs ont décidé qu'un plus grand nombre de leurs membres irait sur le marché du travail et ferait plus d'heures de travail rémunéré. Les maris, les adolescents, les retraités ont travaillé plus; des millions de femmes au foyer et de mères sont entrées sur le marché du travail. Bien que ces mesures aient permis de gagner un revenu familial supplémentaire, elles ont également augmenté l'offre de demandeurs d'emploi, ce qui a continué à faire baisser les salaires réels pour tous.

La croissance du travail salarié effectué par un nombre croissant de membres des foyers d'ouvriers a imposé d'énormes coûts personnels et sociaux. Les femmes ont de plus en plus occupé deux emplois à temps plein, un à l'extérieur du foyer et un à l'intérieur, car elles ont continué à faire la plupart des travaux ménagers. Le stress supplémentaire généré par cette double tâche a nui et tendu les relations dans les ménages. Le taux de divorce a augmenté, ainsi que des manifestations d'aliénation (toxicomanie, abus intrafamiliaux, etc.). L'augmentation des coûts entraîné par l'augmentation du travail par foyer (en tenues de travail des femmes, transports, achat de repas, dépenses de nettoyage, médicaments, etc.) a annulé dans une large mesure la contribution nette que cette augmentation de travail aurait pu apporter à la reprise de la hausse de la consommation. À cette fin, une autre source de fonds devait être trouvée.

Cette source supplémentaire a été l'endettement des ménages. La Réserve fédérale enregistre une dette totale des ménages en 1975 de 734 *milliards de dollars*. En 2006, elle s'élevait à 12 817 *milliards de dollars*. Cette explosion de la dette pendant trente ans est sans précédent historique. Les travailleurs et les travailleuses ont épuisé leurs économies et ont accru leurs niveaux d'endettement. En 2007, les travailleurs et les travailleuses états-uniens étaient épuisés par de longues heures de travail, émotionnellement stressés par la

désintégration des familles et des ménages, et extrêmement inquiets à cause de leur niveau d'endettement sans précédent et, pour des millions de citoyens, insoutenable.

Cet étranglement du travailleur états-unien de l'après-1970 a financé une prospérité sans précédent pour les capitalistes états-uniens qui avec leurs associés ont bénéficié d'un nouvel « âge d'or ». La richesse personnelle extrême est devenue un objet d'adulation des médias qui générant l'envie des masses. À la fin du xx^e siècle, les États-Unis ont reproduit ce que Rockefeller et ses associés avaient accompli à la fin du xix^e. Les conseils d'administration pouvaient dépenser sans compter pour l'informatisation, la recherche et le développement, et pour le déplacement des équipements de production à l'étranger. Ils ont généreusement « graissé la patte » des politiciens pour renforcer les conditions qui permettaient à leurs surplus d'exploser (changement technique, exportations d'emploi, immigration, etc.). La concentration des richesses en relativement peu de mains a conduit à une croissance très rapide d'entreprises spécialisées dans la gestion de ces richesses : les banques d'investissement, *hedge funds*, et ainsi de suite. La gestion de l'argent s'est transformée progressivement en une spéculation alimentée par l'euphorie de l'explosion des richesses au sommet.

Symptôme de l'approfondissement des divisions dans la société états-unienne, une spéculation financière majeure a consisté à prêter les surplus d'entreprises, à des taux d'intérêt élevés au crédit à risque, à des familles ouvrières qui avaient besoin d'emprunter pour maintenir leur consommation. Ces prêts « sub-prime » ont finalement trahi les investisseurs, car les emprunteurs n'ont pas pu les rembourser. Ces travailleurs et leurs familles n'étaient plus en mesure de travailler plus, ni de gagner plus, ni d'emprunter plus, ni de rembourser les prêts. La stagnation des salaires réels qui avait permis le boom des capitalistes a provoqué en retour l'éclatement de la bulle d'investissement des capitalistes. Marx aurait souri à cette ironie.

CONFLITS DE CLASSE, CONCURRENCE ET CRISE

Avec la fin de la hausse des salaires réels, les travailleurs et les travailleuses ont emprunté principalement parce qu'ils n'avaient aucun autre moyen de réaliser le rêve états-unien, « the American dream », et accessoirement parce qu'ils étaient sans cesse rassurés quand on leur expliquait que l'emprunt était sécuritaire, moral, et lui-même très « américain ». Les banquiers étaient inondés de dépôts des recettes provenant de l'explosion des surplus des entreprises. La concurrence entre les banquiers les incita à rechercher des débouchés plus rentables pour les prêts. Les accusations selon lesquelles les travailleurs et les travailleuses qui contractaient des emprunts étaient stupides et irresponsables, ou que les banques et les autres prêteurs étaient particulièrement retors ou gourmands substituent des dénonciations morales à une analyse sociale. Dans le langage marxien, les conflits de classe à l'intérieur de chaque entreprise et la concurrence entre les capitalistes ont interagi avec un contexte social en mutation dans les années 1970 pour mettre fin à un siècle de hausse des salaires réels, et, par la suite, pour accumuler tous les éléments d'une crise capitaliste majeure, la seconde en 75 ans.

Les capitalistes pouvaient bien exulter après les années 1970, car le système leur avait donné des richesses à un niveau sans précédent. Ils ont, sans reconnaître le fait, remplacé par la hausse des prêts à leurs employés la hausse des salaires réels dont leurs travailleurs et travailleuses avaient joui pendant le siècle précédent. C'était presque un rêve capitaliste devenu réalité. Toutefois, ils ont préféré croire que l'efficacité des mécanismes de l'entreprise privée et des marchés libres était la source de leur bonne fortune. Pour eux et leurs partisans idéologiques, leur richesse prouvait que le capitalisme privé sans régulation était supérieur à tout autre système imaginable. C'était le bon temps pour les capitalistes. Le monde de la politique, des médias et du milieu universitaire répandait ces convictions avec beaucoup d'empressement.

Le point de vue de la théorie marxienne (1) la fin de la hausse des salaires réels constituait la dure réalité qui sous-tendait une prospérité dépendante de la dette, et (2) les gains des capitalistes allaient de pair avec les pertes des travailleurs et des travailleuses. Ce point de vue était fondamentalement inacceptable et donc ignoré en général. Ce n'est que lorsque l'épuisement des ouvriers et des ouvrières, le stress et la dette ont conduit à l'effondrement du système que « l'autre côté » de l'euphorie capitaliste est devenu visible. Le retour à l'analyse marxienne a été en partie un effet et aussi une cause de cette visibilité.

UNE SOLUTION MARXIENNE

La stagnation des salaires accompagnée d'une hausse de la productivité sont les objectifs permanents des capitalistes dans leur lutte acharnée contre les travailleurs de la production. Lorsque les conditions le permettent, les sociétés capitalistes atteignent ces objectifs. Quand c'est le cas, les résultats sont une inégalité croissante des richesses et des revenus, la spéculation financière, des booms, des bulles et leur éclatement en crises. La solution marxienne à de telles crises à répétition serait un changement impliquant la sortie d'un tel système. Les conditions sociales changent constamment, mais une organisation non capitaliste de production réagirait à ces conditions changeantes de manière différente.

Une politique marxienne de transformation des sites de production et des entreprises, qui passeraient d'une organisation capitaliste à une organisation non capitaliste, se distinguerait fortement des politiques keynésiennes d'aujourd'hui ou néoclassiques d'hier. Cette politique marxienne ne viserait pas à réformer le capitalisme en augmentant ou en diminuant l'intervention économique de l'État, ni en régulant ou dérégulant le crédit et les autres marchés. Au lieu de cela, il aurait pour but d'éliminer le capitalisme dans le sens précis de changer fondamentalement la structure de classe dans la production avec ou sans une augmentation ou une diminution d'interventions de l'État ou de régulation.

La traduction politique de la critique du capitalisme de Marx serait de mettre les travailleurs et les travailleuses au sein de chaque entreprise dans la position collective de recevoir les surplus qu'ils produisent dans cette entreprise. Cela les mettrait aussi, bien sûr, en position de distributeurs de ces surplus. Les travailleurs et travailleuses producteurs de surplus dans chaque entreprise deviendraient, en effet, leur propre conseil d'administration

collectif. Ils remplaceraient les conseils d'administration traditionnels choisis par les actionnaires principaux et responsables envers eux. Cela éliminerait la confrontation dans l'entreprise capitaliste entre les travailleurs et les capitalistes. Cela entraînerait un changement des méthodes et des résultats des décisions du conseil d'administration portant sur quoi, comment, où produire et quoi faire avec les surplus.

Une telle sortie hors du capitalisme pourrait être une première étape importante dans la démocratisation de l'économie en général. La démocratie voudrait que dans chaque entreprise, les producteurs aient un rôle égal dans la prise de ces décisions. Les étapes suivantes entraîneraient un élargissement de la démocratie économique en incluant les communautés de résidents vivant en interdépendance avec chaque entreprise. Les travailleurs et les travailleuses ainsi que les résidents partageraient alors le pouvoir démocratique sur les produits et les surplus produits et distribués par chaque entreprise.

Une telle modification de la structure de classe ne supprimera pas les contradictions, ni même les crises, survenant dans une économie. Toutefois les crises post-capitalistes seraient différentes et comprises différemment, et on y réagirait de manière différente. Et ces différences comptent. Tout d'abord, les crises seraient moins susceptibles de se développer, comme celle qui a cours actuellement, à partir de la stagnation des salaires réels. Si les travailleurs et les travailleuses états-uniens avaient composé collectivement leurs propres conseils d'administration, la conjoncture des années 1970 ne les aurait probablement pas incités à bloquer la hausse de leurs propres salaires réels. Les crises qui auraient eu lieu auraient été gérées plus humainement et équitablement en raison précisément de l'extension de la démocratie entraînée par l'élimination des structures de classe capitaliste de production. Les coûts et les souffrances dus aux crises seraient équitablement répartis, *en principe*, puisque ce principe est intégré à l'intérieur de la structure de classe post-capitaliste et en découle directement. Actuellement forclusions d'hypothèques et chômage étranglent des millions de personnes, alors que d'autres ne souffrent de rien. Certaines industries qui s'effondrent reçoivent des aides massives du gouvernement et on en laisse mourir d'autres. Certaines municipalités et certains États continuent à fournir des services publics de base et d'autres pas. Ces disparités grotesques d'aujourd'hui se produiraient vraisemblablement moins avec d'une structure de classe post-capitaliste.

Il y a une autre différence clé à considérer. Le New Deal de Franklin D. Roosevelt a imposé au capitalisme une régulation poussée avec l'intention explicite de mettre fin à la Grande Dépression et de prévenir une autre dépression dans l'avenir. Les régulations et les taxes du New Deal ont limité les possibilités des capitalistes dans la poursuite de leurs objectifs. Toutefois, ces règlements et impôts n'ont jamais changé la structure de classe capitaliste de production. Les patrons capitalistes sont toujours restés à la tête des entreprises avec le pouvoir de s'appropriier les surplus et de les distribuer. Les conseils d'administration avaient tout intérêt, compte tenu de leurs responsabilités envers les actionnaires et de leurs propres intérêts, à ignorer, affaiblir ou abolir les régulations du New Deal. En outre, comme ce sont eux qui s'appropriaient les surplus produits à l'intérieur de chaque entreprise, ils

avaient aussi les moyens de le faire. En fait, les capitalistes ont suivi leurs intérêts et utilisé leurs ressources pour déconstruire le New Deal, en particulier après les années 1970 sous les régimes de Reagan, Bush premier, Clinton et Bush deux. Dans une structure de classe post-capitaliste comme celle qui est esquissée ci-dessus, il serait beaucoup moins probable que les directions d'entreprise veuillent, ou soient en mesure, de compromettre de la même façon de futures réformes anticrise.

